



Numéro 60

LE SIOUX

Fév 2019

« A la guerre, le succès dépend de la simplicité des ordres de la vitesse de leur exécution et de la détermination générale à vaincre. »

Général PATTON

« Ne pas pratiquer ce que l'on enseigne, c'est déshonorer sa parole. »
Cours de tactiques 1922, Tomes II »

Editorial

Chers Lectrices et Lecteurs,

L'année 2019 commence en souffrance pour l'armée française, j'ai une pensée particulière pour le capitaine CHIRIE, le lieutenant MICHELON, le caporal-chef CARTANNAZ et le 1cl JOSSELIN, paix à leurs âmes. J'ai un très gros sentiment de compassion pour leurs familles.

Direction la SICILE en 1943, l'étude nous montre, que l'absence de *rehearsal* et de entraînement peut compromettre une partie de l'opération aéroportée. Les choix des MA allemand, vont à l'encontre de la tactique et malgré une mauvaise étude terrain, ils vont conduire une remarquable manœuvre de retardement.

Le coin du préparant s'oriente sur des synthèses de missions, imprimables, elles ont une place de choix dans vos lutins ou mémentos.

La fiche de lecture parle d'une page méconnue de l'histoire de l'Armée française, ou plus particulièrement de son rôle avec sa cousine l'Armée libanaise.

En ce qui concerne l'histoire, nous nous arrêtons sur la lutte contre une rébellion en zone urbaine avec les enseignements qui furent tirés lors de la bataille d'Alger.

Ces enseignements doivent être tempérés à l'aune de la permanence de la présence française dans la principale ville d'Algérie. Les réseaux de renseignements, la connaissance du milieu, l'hétérogénéité relative de la population locale (population d'origine européenne nombreuse) facilitaient l'action des forces françaises.

De telles opérations supposeraient donc aujourd'hui de bénéficier du temps nécessaire à l'obtention de résultats durables parfois opposés au besoin de résultats rapides induits dans les opérations actuelles.

Bonne lecture.

Enfin chers lecteurs, nous vous encourageons à nous faire part de vos remarques, questions, suggestions, voire dialoguer avec nous et entre nous, soit sur notre page Facebook <https://www.facebook.com/groups/782917638416377/> que nous essayons de nourrir d'actualités militaires, soit par courriel à lesiouxnewsletter@yahoo.fr.

Chef de Bataillon (TA) Nicolas de LEMOS,
ORSEM Promotion Colonel Pierre MESSMER.
Stagiaire BTIAR, 26^{ème} Promotion de l'EDG.

Table des matières**PREMIERE PARTIE**

Campagne de Sicile, 09 juin au 17 août 1943 **03**

DEUXIEME PARTIE :

Le coin du préparant **06**

FICHE DE LECTURE **07**

TROISIEME PARTIE HISTOIRE **16**

La contre guérilla en zone urbaine **16**

QUATRIEME PARTIE (proposition de lecture)

Le Sioux vous conseille **20**

Feuille d'information gratuite

Responsable de la rédaction : chef de bataillon (TA) ® de LEMOS

Secrétaire de rédaction :

Toutes les informations et images présentées, sont issues de sources ouvertes et n'ont d'autre vocation que d'informer.

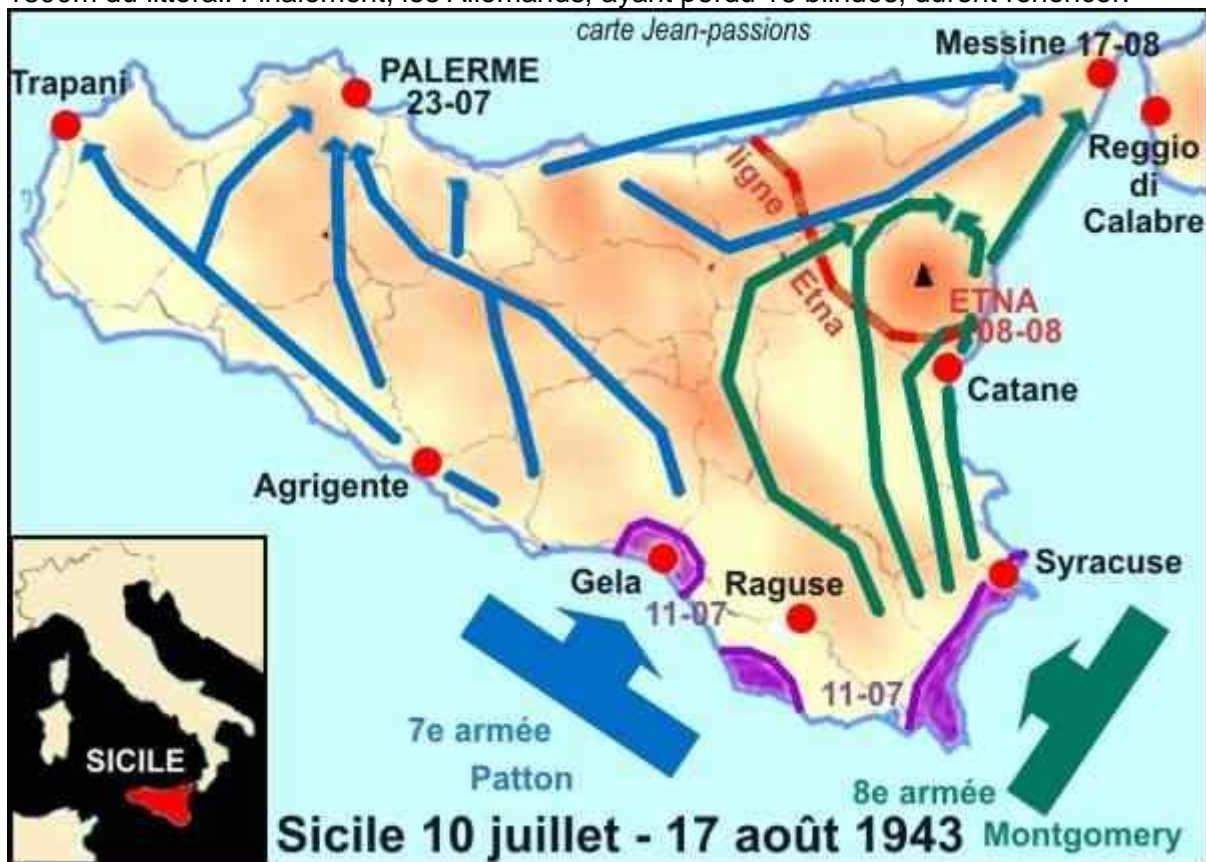
Les propos et articles n'engagent pas l'institution militaire, ils ne sont que des supports personnels.

**S'inscrire ou désinscrire à cette newsletter à l'adresse suivante :
lesiouxnewsletter@yahoo.fr**



CNE Baptiste CHIRIE, LTN Audrey MICHELON, CCH Simon CARTANNAZ, 1ci Nathanaël JOSSELIN, paix à vos âmes.

Heureusement, la faible valeur militaire des divisions côtières italiennes évita un véritable massacre dans le camp US. Les Britanniques attaquèrent dans le secteur de Pachino et s'emparèrent rapidement de leurs objectifs, entrant dans Syracuse à la tombée de la nuit. Pour leur part, les Américains saisirent des aérodromes voisins du secteur de Gela. La division italienne Livorno lança une contre-attaque inefficace dans la région. Le 10 juillet vers midi, la division blindée Hermann Goering, autrement plus combattive, attaqua la zone de débarquement US et, contournant plusieurs points d'appui, fut sur le point de rejeter les Américains à la mer. Finalement, la contre-attaque échoua pour diverses raisons : un manque d'expérience d'une partie des effectifs allemands, un bon nombre de chars en mauvais état, la présence d'oliveraies en terrasses empêchant une bonne progression des blindés. Au centre toutefois, disposant d'effectifs limités, Patton dut engager des renforts envoyés par avion à partir de la Tunisie. Le 11 juillet, appuyée par la division Livorno, la division Hermann Goering revint à l'assaut. Les Italiens furent presque immédiatement repoussés par le feu de l'artillerie navale. L'assaut allemand, mené de 6H00 à midi fut très sérieux et ne put être contenu qu'à 1800m du littoral. Finalement, les Allemands, ayant perdu 16 blindés, durent renoncer.



Temps 3 Freinage allemand

Occupant Syracuse, les Britanniques progressèrent vers Catane. En route, de violents combats se déroulèrent autour du pont de Primosole. Utilisant efficacement le terrain, les Allemands bloquèrent les Britanniques devant la ville. Libéré de l'essentiel de la pression allemande, Patton passa à l'assaut le 19 juillet. Le 22, il s'empara de Palerme. Les armées alliées convergèrent ensuite vers Messine, les Américains par l'intérieur de l'île, les Britanniques par la côte. Catane tomba le 5 août et les Américains entrèrent dans Messine le 17. Ayant résisté farouchement pendant un mois, les Allemands réussirent à évacuer l'essentiel de leurs forces vers l'Italie continentale. Pour les Alliés, la conquête de la Sicile s'avéra être une difficile transition entre la campagne d'AFN et celle d'Europe.

Bilan :

Pour les Allemands, le combat retardateur s'acheva sans trop de dégâts, soit 37.000 hommes perdus, l'essentiel de leurs troupes et du matériel étant évacués entre le 11 et le 17 août (soit près de 60000 combattants sauvés). Les Italiens perdirent, quant à eux, en Sicile, 130000 combattants, généralement faits prisonniers. Les Alliés eurent pour leur part 23934 tués ou blessés.



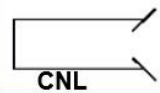
Enseignements tactiques et doctrinaux :

- L'absence de rehearsal et de entraînements suffisants va compromettre une partie de l'opération aéroportée alliée.
- Le choix du MA allemand de disséminer ses troupes sans prévoir une force de contre-attaque suffisante va à l'encontre du principe de concentration des efforts et le prive de sa liberté d'action.
- Patton devra demander des renforts car la génération de force conduite par l'EM d'Eisenhower a sous-estimé les difficultés du terrain et la résistance allemande.
- Pour la C ATT de la division Hermann Goering, une mauvaise étude terrain empêche le déploiement optimal des unités blindées.
- Les Alliés auraient pu perdre l'initiative face aux actions blindées adverses car ils manquaient de moyens antichars.
- En revanche, les Allemands conduisent une remarquable manœuvre de retardement afin de changer du terrain contre du temps pour évacuer leurs moyens vers l'Italie.
- La progression alliée sur deux axes impose aux troupes de l'axe de diviser leurs faibles moyens.

ECHO DU CHAMP DE BATAILLE N°11-02 DEC 2011

DEUXIEME PARTIE
LE COIN DU PREPARANT

CANALISER - CLOISONNER



Définition :

Cloisonner :

Effet tactique visant à désorganiser l'action adverse en dissociant par des feux, des obstacles et des actions de choc son échelon au contact de son soutien ou de ses voisins. => réduire la liberté de manœuvre ENI

Canaliser :

Tâche tactique visant à restreindre les opérations dans une zone étroite par l'utilisation combinée d'obstacles, de feux ou de manœuvres ou par la mise en place d'unités. => amener l'ENI dans une zone de destruction

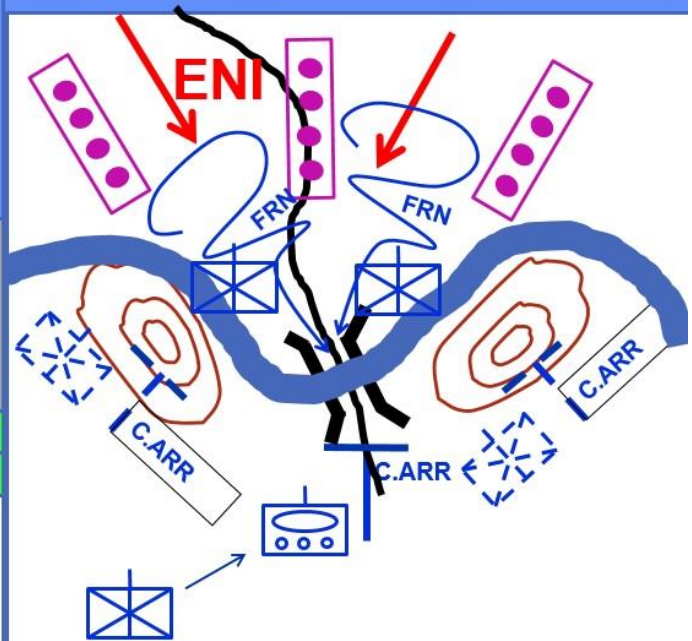
But :

- Canaliser l'ENI dans les compartiments de TRN favorables aux tirs AMI en lui interdisant l'accès aux zones défilées et en favorisant son débordement
- Barrer une direction pour amener l'ENI dans une zone choisie
- Maintenir l'ENI dans une zone de terrain
- Empêcher les débordements de l'ENI dans les fuseaux voisins
- Interdire 1 couloir de pénétration ou une zone

EEI	SGAM	GTIA INF	GTIA ABC
NON	NON	X	X

Comment :

- Système d'obstacles de cloisonnement-canalisation
- Feux indirects de l'ART
- Feux directs unités de la mêlée



Facteurs de succès/points clés :

- Délais suffisants pour la valorisation du terrain
- Connaissance du plan d'obstacles par tous les subordonnés
- Les obstacles ne doivent pas entraver la manœuvre des unités AMI
- Complémentarité plan d'obstacles / plan de feux

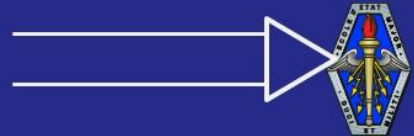
Zone choisie pour canaliser – cloisonner l'ENI

RAPFOR : sans objet



CONTRE ATTAQUER

C.ATK



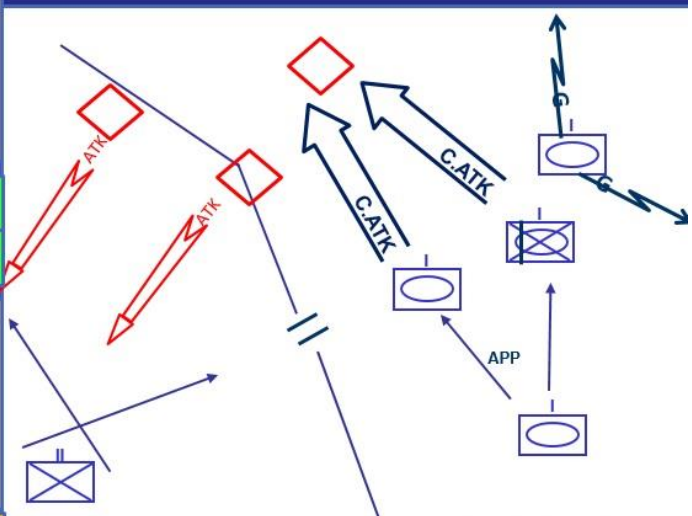
Buts :

- dans tous les cas, d'infliger des pertes et de gagner des délais ;
- souvent, de faciliter la rupture du contact d'unités donnant un coup d'arrêt, de compléter leur action, ou de désengager une unité fixée ;
- parfois, de permettre le rétablissement d'un dispositif. Le but, la durée et la portée d'une contre-attaque sont beaucoup plus limités que celles d'une attaque (1 à 3 H).

EEI	SGAM	GTIA INF	GTIA ABC
NON	X	Oui, si nécessaire	X

Comment ? :

- préparer (RENS, coordination avec le GTIA en défense);
- s'infiltrer, mettre en place une flanc-garde;
- faire franchir la ligne de débouché au 1^{er} échelon, appuyé par le 2^{ème} échelon et les feux indirects ;
- progresser rapidement ;
- détruire l'objectif principal de la contre-attaque.



Facteurs de succès/points clé :

- le choix du lieu (base de C-ATK + zone de C-ATK)
- le choix du moment (besoin de RENS) ;
- la surprise et la brutalité des feux ;
- action à privilégier de flanc, sur un ENI arrêté, désorganisé

ZA

SGAM: 5 à 10 km x 10 à 15 km
GTIA INF: 2 à 4 km x 4 à 10 km
GTIA BLD: 10 km x 10 à 15 km

RAPFOR (local):
2/1

RYTHME:
5km/h

Les fiches de lecture du CSEM

Titre de l'ouvrage	<i>Histoire de l'armée libanaise contemporaine</i>
Auteur - Edition	Colonel Sami RIHANA Éditions Visa (1984)
ISBN É Prix	
Rédacteur	CBA . LESUEUR Fabrice . 123° promotion du CSEM
Date de rédaction	01 . juin . 2010

1/ L'AUTEUR:

Colonel de l'Armée libanaise, breveté d'état-major de l'école de guerre belge (1981-1983), Sami Rihana est chef du bureau opérations au comité central de sécurité à Beyrouth (1983-1985), puis commandant de la zone démilitarisée de la capitale (1984), avant de commander la 7^e brigade (1985-1988).

Docteur en Histoire de l'université de Paris-Sorbonne IV, il a été professeur d'histoire militaire à l'École militaire puis à l'École d'état-major libanaise¹ et a suivi plusieurs cours militaires en France et aux Etats-Unis.

Cet ouvrage est né de la volonté de l'auteur, acteur engagé dans une période trouble de l'histoire de son pays, de reconstituer le rôle de l'armée libanaise depuis ses origines.

L'histoire contemporaine de l'Armée libanaise débute par la formation de la Légion d'Orient en 1916 alors que la Première Guerre Mondiale s'étend au Moyen-Orient, et se achève en 1946 lors du transfert définitif des unités aux autorités nationales après l'accession du pays à l'indépendance.

2/ SYNTHÈSE DE L'OUVRAGE :

L'ouvrage particulièrement dense . deux tomes représentant plus de 700 pages . ne se prête pas à un résumé linéaire. La synthèse proposée consiste en une recombinaison des principales problématiques abordées sous l'angle de la création et du développement d'une force armée nationale autonome par une puissance occidentale. Il permet aussi une mise en perspective historique de la présence de l'Armée française en Proche-Orient.

I. 1916-1926 de la Légion d'Orient aux Troupes auxiliaires du Levant : les origines L'importance stratégique du Moyen-Orient

Couloir des grandes invasions et carrefour entre les trois continents européen, asiatique et africain, le Moyen-Orient occupe une position stratégique incontestable. La région montagneuse qui s'étend entre la Méditerranée orientale et le Grand désert de Syrie et entre l'Égypte et l'Anatolie constitue une voie de passage depuis l'Antiquité. L'importance de ce couloir stratégique s'accroît après la colonisation des Indes, l'ouverture du canal de Suez et la construction des chemins de fer.

En dehors de ses ressources pétrolières, la région présente des passages et des routes dont l'importance ne s'échappe pas aux puissances engagées dans le premier conflit mondial. Les Alliés doivent protéger leurs voies de communications terrestres passant par l'Asie mineure et la Mésopotamie et maritime à travers le canal de Suez. De leur côté, les Ottomans, alliés des Allemands, ne peuvent renoncer à leurs communications avec les villes saintes islamiques du Hedjaz et de Palestine, et considèrent la Syrie comme indispensable au développement du Panislamisme.

Le Détachement français de Palestine-Syrie

Au déclenchement des hostilités, pour marquer sa présence dans la région, la France participe activement au blocus naval des côtes du Liban, de la Syrie et de l'Asie-Mineure, qui débute officiellement le 23 août 1915. L'île de Rouad est occupée en septembre de la même année par les compagnies de débarquement de la Division Navale d'Orient (DNO), et le commandant Trabaud est nommé gouverneur de l'île. Conformément aux accords Sykes-Picot, et se référant à ses traditions et intérêts, elle aurait pu légitimement réclamer le commandement du théâtre d'opérations de Palestine-Syrie, mais son implication sur les fronts principaux ne lui permettent pas de dégager les forces suffisantes.

¹ L'École militaire correspond à l'École spéciale militaire de Saint-Cyr, et l'École d'état-major au Collège interarmées de Défense en France.

Le gouvernement français décide également d'adjointre un Détachement français de Palestine (DFP) à la puissante armée britannique qui s'apprête à conquérir la Palestine et la Syrie. Ce détachement reçoit pour mission d'escorter le Commissaire français, M. Georges Picot, et de symboliser l'alliance franco-britannique. A son débarquement à Port-Saïd aux ordres du Lieutenant-colonel de Piepape, en avril 1917, le DFP comprend deux bataillons de tirailleurs algériens, un bataillon du 115^e RI et un escadron du 1^{er} régiment de spahis. A la fin de l'année 1917, le DFP est renforcé pour quitter son rôle de « troupes d'étapes » et prendre une part active aux combats. Le 27 mars 1918, par changement d'appellation, il prend le nom de Détachement français de Palestine-Syrie (DFPS) et participe efficacement à l'offensive alliée de septembre 1918 visant à occuper la Palestine, le Liban et la Syrie.

En novembre 1918, le Colonel de Piepape cède le commandement du DFPS au général Hamelin qui réarticule le détachement en vue de l'occupation du pays. S'inspirant des méthodes utilisées dans l'Empire colonial français, et au vu de l'insécurité qui règne dans la région, il constitue des colonnes mobiles engagées dans la pacification. Au premier semestre 1919, dans le cadre de la relève des troupes anglaises présentes en Syrie et en Cilicie, le DFPS est porté à quatre régiments d'infanterie, deux régiments de cavalerie, quatre batteries d'artillerie et une escadrille d'aviation. Ces troupes prennent la dénomination de Troupes françaises du Levant (TFL) le 10 janvier 1919.

La Légion d'Orient (LO)

Au début de janvier 1917, le commandement anglais annonce son intention d'attaquer les positions ottomanes et souhaite associer la France aux opérations. L'Armée française ne pouvant organiser un corps expéditionnaire assez important est amenée à recruter et regrouper des soldats auxiliaires originaires des pays du Moyen-Orient et notamment des Arméniens, des Syriens et des Libanais. La motivation essentielle de leur engagement réside dans la volonté de se libérer du joug ottoman en se mettant sous la protection de la France. Les abus étant surtout dirigés contre les Chrétiens, ceux-ci constituent la majorité des recrues de la LO. Cependant, l'attachement de l'ensemble des populations à la France est fort².

Les traditions françaises au Levant sont anciennes et le pays jouit alors dans toutes les provinces de l'Empire ottoman d'un immense prestige. Grace aux missionnaires, la culture française s'est imposée aux élites et dans tout le Moyen-Orient, on désigne les Occidentaux sous le nom de « *Frendj* ». En 1250 déjà, le roi Saint-Louis écrivait à l'émir du Liban : « *Quant à nous et à ceux qui vont nous suivre sur le trône, nous serons dans le droit de procurer à votre peuple la même protection procurée pour les Français* ». En 1860, la France est intervenue militairement dans la région après avoir reçu des puissances européennes la mission de rétablir l'ordre en Syrie et au Liban, et d'exiger du sultan ottoman une administration plus équitable du pays.

La Légion est organisée à Chypre et les volontaires signent un contrat pour la durée de la guerre. Aux cadres choisis parmi l'armée d'active s'ajoutent des cadres auxiliaires choisis parmi les légionnaires et qui touchent les mêmes traitements que leurs homologues français. Dans les pays d'émigration, en particulier dans les deux Amériques, les ligues libanaises vont jouer un rôle important dans le recrutement de volontaires. En 1917, la LO compte près de 1300 hommes, et plus de 4400 fin 1918, le recrutement étant facilité par l'avancée des Alliés vers la Syrie et la Cilicie via la Palestine.

Le rôle de la Division navale de Syrie (DNS)

La DNS joue un rôle important dans l'histoire de la LO. Sans prévoir leur utilisation future et sur son initiative, le vice-amiral Moreau commandant la DNS, décide de donner une instruction militaire aux réfugiés arméniens volontaires. L'état-major français du Caire qui souhaite conjuguer l'expédition militaire à un soulèvement des populations locales hostiles aux Ottomans appuie cette initiative.

L'action de la DNS est aussi déterminante dans les opérations. Chargée du transport des unités de la LO de Chypre en Egypte puis au Liban, elle assure l'approvisionnement des trois détachements français (LO, DFPS et détachement français de l'Arabie). A partir d'avril 1917, une base militaire française est créée à Port-Saïd pour assurer la logistique de ces

² Les Ottomans se livrent depuis 1915 à des massacres en Asie-Mineure et à de terribles exactions contre les populations au Liban, en Syrie et en Palestine. Dans tous les pays de la région s'organisent des rassemblements de réfugiés arméniens qui fuient les massacres alors que le tiers de la population libanaise périt de la famine entre 1914 et 1919 (150 à 180 000 personnes sont mortes de faim, sur une population estimée à plus ou moins 400 000 âmes).

détachements. La DNS est également chargée de la guerre sous-marine en Méditerranée et du blocus naval des côtes du Liban, de Syrie et de Cilicie de août 1915 à décembre 1918 qui occasionne de sérieux problèmes d'approvisionnement aux armées ottomanes engagées en Palestine et en Syrie.

Le 7 octobre 1918, la DNS s'empare du port de Beyrouth. A partir de décembre, elle organise le ravitaillement de la population civile du Liban en installant des centres de distribution de vivres. Puis, à partir de 1919, elle participe au soutien logistique de l'Armée du Levant, à travers les bases de Beyrouth, mais aussi de Mersine et d'Alexandrette nouvellement créées en remplacement de celle de Port-Saïd.

Le théâtre des opérations

Le terrain dans la zone des opérations est partout difficile, mais à part le canal de Suez, ne constitue en aucun endroit un obstacle infranchissable pour les unités alliées. Les nombreuses régions désertiques se prêtent mal aux mouvements de troupes³. Les étroites plaines côtières sont directement surplombées de montagnes difficiles à pénétrer. Les chaînes du Mont-Liban et de l'Anti-Liban, par exemple, sont découpées de vallées très profondes qui s'étendent perpendiculairement à un axe de progression sud-nord. Les routes, rares et en mauvais état, ressemblent plutôt à des pistes carrossables à la belle saison. Les voies ferrées constituent le moyen de communication le plus sûr pour la logistique et le déplacement des unités. La plus importante est la voie Alep-Damas-Médine, reliée à 15 km au Nord d'Alep au « *Bagdad Bahn* » construit par les Allemands entre Istanbul et Bagdad via Mossoul. Axe de ravitaillement principal des troupes germano-ottomanes, il constituera l'un des principaux objectifs de la campagne alliée.

La population de la région s'élève à peine à quatre millions d'habitants et se caractérise par une grande diversité. Les Turcs dominent au nord et les Arabes au sud. La population du Liban et de la Syrie se différencie sur une base confessionnelle et constitue en 1914 une fédération de communautés religieuses dont les 27 principales se répartissent entre les chrétiens protégés par les puissances européennes et notamment la France, et les musulmans dont les Jeunes Turcs tentent de gagner le soutien⁴. Cette population constitue l'un des enjeux de la campagne.

Les opérations de la Première guerre mondiale.

Durant toute la campagne, les forces françaises restent tributaires de l'*Egypt Expeditionary Force* (EEF) britannique. Les opérations débutent avec les offensives germano-ottomanes contre l'Égypte et se terminent par celles des Alliés qui obligent l'Empire ottoman à conclure des négociations de paix.

Les Ottomans lancent deux opérations simultanées partant du nord de la Syrie dont l'une vise à attaquer le canal de Suez et à occuper l'Égypte, alors que l'autre doit conduire au contrôle de la Mésopotamie et du golfe Persique. En vue de soulever les populations musulmanes de la région et des colonies britanniques et françaises, les Jeunes Turcs font aussi proclamer la guerre sainte, le Djihad. La IV^{ème} armée ottomane, renforcées d'unités allemandes et autrichiennes est commandée par Djemal Pacha secondé par le colonel Von Frankenberg en qualité de chef d'état-major. Elle lance deux offensives contre le canal de Suez, en janvier 1915 puis en juillet 1916, qui sont repoussées par les contre-attaques britanniques. L'opération de Mésopotamie a plus de succès. En effet, suite à la prise du Chatt-EI-Arab par la 6^{ème} division indienne, les Ottomans se dirigent vers Bagdad qu'ils occupent. La mission de reprendre le Chatt-EI-Arab est confiée à la VI^{ème} armée commandée par le *Feld-Marschal* Von der Goltz qui encercle les troupes anglaise à Kut. Un long et pénible siège qui dure cent quarante jours contraint les Anglais à capituler en avril 1916, mais les Ottomans n'exploitent pas cette victoire. A l'inverse, cette défaite pousse le gouvernement britannique à envoyer un corps expéditionnaire de 160 000 hommes pour rétablir son prestige. Ce corps se trouve en janvier 1917 face à la VI^{ème} armée ottomane réduite à 16 000 combattants.

La Grande-Bretagne qui contrôle la Méditerranée planifie avec l'aide de la France un projet de débarquement visant Constantinople et l'Anatolie, en même temps qu'une opération de diversion conduite sur les côtes de Syrie et du Liban doit occuper un maximum de forces ottomanes. Ces opérations se terminent par l'occupation de la voie ferrée de Bagdad coupant

³ Le désert du Sinâï, privé d'eau et de voies de communications, n'est franchissable en 1914 que par des caravanes de chameliers en six jours de marche.

⁴ Les musulmans se divisent en sunnites, majoritaires en Syrie, chiites représentés par les metwalis du Liban et d'autres communautés indépendantes comme les ansariens, les isamaïlites (ex-assassins), les druzes et les alaouites (nord de la Syrie).

les communications et le principal axe logistique des troupes ottomanes poussées vers l'Égypte et la Mésopotamie. Comme les germano-ottomans, les Alliés comptent sur un soulèvement de la population, à charge pour la France de favoriser un soulèvement général en Syrie et au Liban, alors que les Britanniques organisent une campagne diplomatique poussée auprès des chefs arabes.

La campagne offensive menée par les Alliés dure deux ans et finit par la neutralisation des armées ottomanes au Moyen-Orient. Ils occupent d'abord le Sinaï jusqu'à la frontière palestinienne en suivant la progression du chemin de fer, puis sont arrêtés devant Gaza malgré deux attaques surprise le 22 mars et le 19 avril 1917. Suite aux échecs devant Gaza, l'armée d'Égypte est portée à 200 000 hommes. Le général Sir Edmund Allenby⁵ nommé commandant en chef des armées alliées en Palestine reçoit pour mission de conquérir ce territoire. Il consacre tout l'été 1917 à l'organisation de ses communications et bases de ravitaillement : routes, voies ferrées et réseaux de distribution d'eau. Les grandes lignes du plan Allenby consistent à faire tomber Gaza par une attaque frontale vigoureuse, combinée à un enveloppement vers l'est conduit par un corps monté. Jérusalem qui constitue l'objectif final tombe le 8 décembre 1917. Durant l'hiver 1917-1918, la pluie et l'état effroyable des routes ralentissent les opérations et permettent aux Ottomans de se rétablir sur un nouveau front au sud de Naplouse. Le général Allenby déclenche son attaque de rupture le 19 septembre 1918 en prenant la plaine côtière comme axe principal de progression.

La Légion d'Orient et les Troupes françaises du Levant.

L'Armée française, à travers son empire colonial, possède une expérience assez longue des troupes indigènes et l'intégration de la LO aux Troupes françaises du Levant (TFL) ne pose pas de difficultés. La LO quitte l'île de Chypre en avril 1918 et vient renforcer le DFPS. Elle montre de belles qualités au feu malgré les difficultés rencontrées : sa composition hétérogène, mais aussi l'ignorance des langues arabe et arménienne des cadres français complique le commandement.

Lorsque les opérations contre les troupes ottomanes cessent en octobre 1918, l'état-major britannique organise le commandement dans les territoires occupés. Ne tenant pas compte des accords Sykes-Picot, tout en essayant de satisfaire aux exigences des Français, des Chérifiens et des Juifs, il partage ces territoires en quatre zones⁶. Le commandement français chargé d'occuper le plus tôt possible les zones prescrites, est contraint d'employer la LO faute de troupes disponibles, en attendant l'arrivée de renforts prévus en juin 1919.

L'histoire de l'Armée française dans cette région se confond alors avec celle de la LO. Elle est malheureusement jalonnée de actes d'indiscipline et de violence qui cause du tort à l'influence française. En effet, l'occupation de la Cilicie par les unités arméniennes dégénère en exactions contre la population turque et en insurrection dans les unités à recrutement arménien⁷. Le commandement français est amené à disloquer la LO en une Légion Arménienne (LA) et une Légion Syrienne (LS)⁸. De son côté, le commandement anglais demanda le retrait de la LA et son envoi au Maroc, mais les statuts de la Légion, qui prévoient que les légionnaires ne soient employés qu'à la délivrance de leur propre pays, ne permettent pas son emploi hors de Cilicie. La France est ainsi obligée de licencier la totalité de la LA au début de l'année 1920.

L'Armée du Levant et les troupes auxiliaires du Levant (1920-1926)

Les TFL changent d'appellation pour celle d'Armée du Levant (AL) en octobre 1919. Elle passe alors sous le commandement du Général Gouraud, nommé Haut-commissaire en Syrie et

⁵ Le général Allenby arrive en Égypte le 27 juin 1917 venant du front français où il a commandé avec succès la cavalerie, puis un corps d'armée et enfin la III^{ème} Armée, qui conduisit à la victoire à Arras.

⁶ Zone sud : la Palestine, sous autorité britannique. Zone ouest : le Liban jusqu'à Alexandrette, sous l'autorité de la France. Zone nord : la Cilicie et la province du Djebel Bereket, sous administration turque contrôlée par la France. Zone est : la Syrie intérieure avec les autres provinces d'Alep, Hama, Homs et Damas, sous l'autorité chérifienne.

⁷ L'incident le plus grave survint à Alexandrette dans la nuit du 16 au 17 février 1919. A la suite d'une rixe entre tirailleurs et légionnaires, des coups de feu furent échangés et un légionnaire blessé. Aussitôt, les légionnaires du 4^{ème} bataillon tout nouvellement formé, encore peu disciplinés et faiblement encadrés, se répandirent en ville assaillant les habitants, pillant et incendiant deux maisons. Neuf légionnaires et un civil furent tués, sept autres, trois tirailleurs et un civil blessés. Le 4^{ème} bataillon fut totalement désarmé par des unités de la Marine et une cinquantaine de légionnaires traduit devant le conseil de guerre.

⁸ Deux drapeaux du modèle des régiments français, portant les inscriptions « Légion arménienne » et « Légion syrienne » furent confectionnés par le parc d'artillerie de la place de Vincennes.

Cilicie, et commandant en chef de l'AL. Dès la fin de la relève des troupes britanniques, à partir du 1^{er} décembre 1919, il réorganise les troupes en deux divisions : la 156^{ème} Division d'infanterie, ou division de Cilicie, à laquelle est rattachée la LA, et la division de Syrie qui inclue la LS. La division de Cilicie commandée par le général Dufieux, quartier général à Adana, comprend 2 brigades d'infanterie, 2 régiments de cavalerie, 5 batteries d'artillerie et la LA. La division de Syrie, quartier général à Zahlé, aux ordres du général Lamothe compte 2 brigades d'infanterie, 3 régiments de spahis, 5 batteries d'artillerie et la LS.

A compter de l'année 1920, la France doit former les armées nationales libanaise et syrienne dont elle est responsable devant la SDN. Les unités de la LS n'étant pas suffisantes, de nouvelles formations sont mises sur pied. Il est même décidé la création d'un bataillon de volontaires du Caucase et du Kouban. Après la bataille de Maïçaloun contre l'armée chérifienne, le 24 juillet 1920, qui marque la chute du régime arabe de Damas, les Musulmans s'engagent en nombre⁹. En 1921, les Troupes auxiliaires du Levant se substituent à la LS. Des écoles de cadres sont créées à Homs et à Damas. 1925 voit la création de Troupes supplétives, formées de compagnies de chasseurs du Liban et de escadrons légers du Levant, qui constituent une force de police efficace bénéficiant d'une grande mobilité tactique. Ces troupes rendront de énormes services aux Autorités mandataires, surtout lors des événements de 1925-26 (insurrection du djebel Druze), contribuant à la pacification des pays sous mandat¹⁰.

II. 1926-1946, les Troupes spéciales du Levant et l'Armée de l'Indépendance.

La formation des Troupes spéciales libanaises.

Afin de donner des bases plus solides aux armées nationales, les autorités mandataires souhaitent développer des unités répondant aux exigences d'organisation moderne des forces militaires. Ils veulent mettre sur pied des unités mieux encadrées par des officiers et sous-officiers autochtones, aptes à combattre sur tout le territoire sous mandat et spécialement sur les frontières. Par décret en date du 20 mars 1930, le Haut-commissaire crée les Troupes spéciales dans lesquelles se fondent Troupes auxiliaires et Troupes supplétives. De 1926 à 1940, ces troupes assurent avec efficacité la surveillance des frontières et des côtes (installation de postes fortifiés, création de batteries côtières), mais aussi le maintien de l'ordre et la pacification (opérations contre les bandes rebelles, travaux publics et secours aux populations).

Avec la création des Troupes spéciales, s'affirme la distinction entre troupes libanaises et troupes syriennes. Les contingents libanais, plus nombreux et mieux adaptés aux opérations seront employés avec succès par le commandement français. Formés initialement pour les opérations de maintien de l'ordre, les Troupes spéciales comprennent des bataillons d'infanterie, des escadrons de cavalerie, des formations d'artillerie (la première unité d'artillerie est créée en 1937), de génie et de transmissions. Afin de répondre aux exigences du terrain, certaines unités sont formées sur le modèle des unités de montagne françaises. A partir de 1940, elles sont réorganisées et dotées d'armement lourd afin de faire face à un éventuel ennemi extérieur.

Les forces en présence au Levant en 1941.

L'Armée du Levant commandée par le général Dentz compte alors 4 bataillons de Légion étrangère (6^{ème} REI), 3 bataillons coloniaux, 6 bataillons nord-africains, 2 régiments blindés (6^{ème} et 7^{ème} régiment de chasseurs d'Afrique) alignant 60 chars S35. Elle est appuyée par 15 000 hommes des Troupes spéciales. L'aviation de l'AL aligne 50 avions alors que la Marine compte 2 contre-torpilleurs et 3 sous-marins.

Le dispositif défensif de l'AL organisé par le général De Verdilhac, comprend plusieurs lignes de défenses en profondeur échelonnées du sud au nord entre la frontière avec la Palestine et Beyrouth (ligne d'avant-postes sur la frontière internationale, rivière Litani, rivière Damour et verrou de Khaldé commandant la plaine de Beyrouth au sud).

⁹ Jusqu'en 1919, et sur ordre du général commandant en chef des armées alliées, le recrutement était limité aux Chrétiens

¹⁰ Les Troupes supplétives intègrent des unités Druzes après la prise de Soueida, le 25 avril 1926, donnant naissance aux fameux escadrons de cavalerie. A noter que Tsalal compte encore un régiment druze réputé pour ses qualités guerrières au sein de l'armée israélienne. A l'inverse, les israéliens de confession musulmane ne sont pas autorisés à servir dans les forces armées.

Les forces vichystes sont opposées à la 9^{ème} armée britannique commandée par le général Wilson, la 9^{ème} division australienne et une brigade hindoue. Avant l'offensive, 2 brigades de la 6^{ème} division britannique venant de Libye mais aussi 2 brigades de la 10^{ème} division indienne et 1 groupe de la 1^{ère} division de cavalerie arrivant d'Irak ainsi que la 1^{ère} division française libre (DFL) sont envoyés en renfort. A la demande du général De Gaulle, désireux de donner tout l'éclat possible à l'action militaire de la France combattante, les unités guerroyant sur différents fronts d'Afrique sont regroupées pour la première fois dans une grande unité. La 1^{ère} DFL, commandée par le général Legentilhomme s'installe en Palestine (camp de Kastina près de Jaffa), en prévision des opérations de Syrie et du Liban.

Les opérations de la deuxième Guerre mondiale au Levant.

La campagne du Levant dure 34 jours et a pour objectif d'exclure le Liban et la Syrie de la domination vichyste. Elle sera le théâtre d'une lutte fratricide entre Français que l'histoire retient sous le nom « affaire de Syrie ». Le déroulement des opérations au Levant lors du second conflit mondial rappelle celui de 1917-1918. L'offensive générale commence à l'aube du 8 juin 1941. Les Alliés attaquent simultanément le Liban depuis la Palestine sur trois axes (route côtière, plaine de Metulla et axe Derra-Damas-Alep) et la Syrie de flanc depuis l'Irak sur deux axes (Palmyre-Homs et Euphrate-Alep). Pour envelopper la ligne de défense sur le Litani, 800 Australiens sont débarqués à Quasmieh¹¹. Ils bénéficient d'un redoutable appui-naval fourni par la Royal-Navy qui sera la clé de la percée sur l'axe côtier. Les troupes vichystes disposent systématiquement d'une réserve et mènent de très dures contre-attaques pendant toute la campagne. La ville de Saïda est ainsi reprise aux Australiens le 14 juin. Le même jour et pendant trente-six heures, les blindés appuyés par l'aviation bousculent les lignes alliées dans la région de Merjayoun. Un bataillon anglais est anéanti et 600 soldats britanniques faits prisonniers. Le 6 juillet encore, un bataillon de la Légion étrangère et un escadron du 6^{ème} RCA contre-attaquent et reprennent la position défensive aux Australiens sur le Damour. Dès le 15 juin la situation est perdue en Syrie. La reddition de Damas est signée dès le 21 juin.

Les Troupes spéciales libanaises sont alors tiraillées entre deux obligations. La première les invite à défendre leur pays en restant fidèle à la puissance mandataire légale, la deuxième les pousse à appuyer la France Libre. Le représentant du général De Gaulle au Liban et en Syrie, le général Catroux, a solennellement proclamé l'indépendance de ces deux pays. Les militaires libanais et syriens, malgré la propagande vichyste et l'action gaulliste, dans leur majorité ne veulent pas prendre position. En dépit de désertions avérées, les unités restent neutres et servent généralement avec fidélité aux côtés de l'AL pendant toute la campagne.

L'équilibre des forces en présence ne fera que s'accroître en faveur des alliés, qui continuent de jeter des « troupes fraîches » dans la bataille, alors que l'Armée du Levant ne peut compter que sur ses propres ressources¹². Le 11 juillet 1941, le gouvernement britannique remet simultanément à Beyrouth et Vichy ses conditions d'armistice par l'intermédiaire de diplomates américains. Les hostilités s'arrêtent sans que Khaldé, dernière position défensive de l'AL située à 15 km de Beyrouth ne soit tombée¹³. Le 15 juillet, les armées alliées entrent victorieuses à Beyrouth.

Les troupes du Levant combattirent avec acharnement et à l'issue des combats, les pertes vichystes s'élevèrent à 222 officiers et 6130 hommes tués, blessés ou faits prisonniers. Les pertes alliées atteignent 4700 hommes dont 1400 Français libres. Après la cessation des hostilités, les gaullistes tentèrent sans succès de rallier l'Armée du Levant à leur cause. Moins de 2500 hommes rallient la France libre et plus de 80% de l'AL seront rapatriés en Métropole conformément aux accords de Saint Jean d'Acre¹⁴.

Le transfert des troupes libanaises aux autorités nationales.

¹¹ Le pont de Quasmieh sur le Litani est considéré comme la « porte » du sud Liban sur la route côtière.

¹² Le gouvernement de Vichy décida de l'envoi de renfort via la Turquie, mais le 22 juin 1941 cette démarche est écartée. 120 divisions allemandes sont lancées à l'attaque de l'URSS et les Allemands se désintéressent alors de l'acheminement de renforts français vers les Levant. Néanmoins, quelques renforts furent envoyés de Métropole par voie aérienne, notamment pour remplacer les équipages de chars fortement éprouvés. Les chiffres paraissent dérisoires : le 26 : 16 officiers, 38 sous-officiers et 11 hommes, le 27 : 1 officier, 9 sous-officiers et 1 canon de 25mm, le 28 : 4 officiers, 16 sous-officiers et 31 hommes.

¹³ Dans l'après-midi du 11 juillet, une cinquantaine d'avions quittèrent le Levant pour la Métropole, emportant les drapeaux et étendards de l'Armée du Levant, ainsi qu'un contingent de 39 officiers et 13 sous-officiers anglais prisonniers.

¹⁴ Le départ des bateaux donnait lieu à une cérémonie durant laquelle les honneurs militaires étaient rendus par les Britanniques aux troupes de l'AL à l'embarquement, malgré le mécontentement du général de Gaulle. Une compagnie de 100 hommes présentait les armes et une musique jouait la Marseillaise alors que les troupes gaullistes se voyaient interdire l'entrée du port de Beyrouth.

Le général Catroux, nommé *Délégué général et plénipotentiaire de la France Libre au Levant* dissout l'Armée du Levant le 11 août 1941. Il crée 2 divisions légères FFL avec les ralliés de l'AL et des renforts venus d'Afrique du Nord et d'Angleterre, pour les engager en Libye. Afin de préserver les unités de la France Libre pour les combats qui se poursuivent en Afrique du Nord, la défense du Liban est alors exclusivement attribuée aux Troupes spéciales. A partir de ce moment, toutes les missions de défense des installations et dépôts français ainsi que des points clés et zones sensibles sont confiées aux TS. La défense des côtes libanaises et l'action en zone montagneuse sont confiées à 2 groupements tactiques formés à partir des 3 bataillons de chasseurs du Liban, renforcés d'une batterie d'artillerie par groupement.

Au mois de mars 1945, les Troupes spéciales comptent 400 officiers, 2000 sous-officiers et 18 000 hommes de troupe. Le 25 avril 1943 la 5^{ème} brigade de montagne libanaise est créée. Elle prend sous son contrôle toutes les unités libanaises existantes à cette date, soit 3 bataillons de chasseurs du Liban, 2 escadrons de Chasseurs à cheval, 1 peloton d'auto-mitrailleuses, 2 batteries d'Artillerie, 1 compagnie télégraphiste et 2 compagnies du Train.

Cette même année, une crise politique aigüe oppose l'État libanais aux Autorités mandataires conduisant à la proclamation de l'indépendance du Liban. Un protocole de transfert des Troupes spéciales aux gouvernements libanais et syrien est signé. Une commission franco-libano-syrienne est constituée afin d'en organiser l'application. Le transfert de la jeune Armée libanaise aux autorités nationales se déroule à la fin juillet 1945 sans aucun incident. Le 1^{er} août 1945, le colonel Fouad Chehab devient son premier chef. Le dernier contingent français quitte le sol libanais le 31 décembre 1946, éliminant le dernier indice du mandat qui en 26 ans a porté le Liban de la période médiévale de domination ottomane vers les temps modernes de l'indépendance.

3/ ANALYSE É AVIS DU REDACTEUR :

Le point de vue de l'auteur reste celui d'un officier libanais chrétien de sa génération. Son œuvre s'inscrit dans une démarche fédératrice pour l'Armée libanaise, seule institution encore debout dans la guerre civile qui fait rage. L'œuvre militaire française au Liban a probablement marqué le Liban contemporain d'une façon profonde et durable, en guidant son armée et à travers-elle le pays tout entier vers la modernité et une autonomie complète.

La valeur militaire des contingents de recrutement local varie d'une période à l'autre. Ainsi, la Légion d'Orient et les Troupes auxiliaires restèrent d'une valeur moyenne, alors que les Troupes supplétives puis Troupes spéciales, chasseurs du Liban et escadrons légers du Liban en particulier, constituèrent des troupes d'élite qui participèrent efficacement à la pacification. Elles profitaient de la connaissance du terrain et de la mentalité des insurgés, et employaient les mêmes méthodes que les bandes qu'elles devaient détruire. Elles étaient motivées par la nécessité de défendre leurs villages et leurs familles des abus des bandes armées. Même si des agitations et quelques défections apparurent dans leurs rangs suite aux crises politiques qui opposèrent la Puissance mandataire aux Etats sous mandat, ces contingents firent preuve de discipline et de loyauté envers le commandement français jusqu'à la création de l'armée nationale.

Les nombreux changements d'appellation des troupes formées au Levant français sur une période historique relativement courte (1916-1946) symbolise à lui seul le processus d'adaptation permanente de ces unités, souvent de manière pragmatique sous l'impulsion du commandant local pour disposer de troupes en plus grand nombre. Durant la Première Guerre mondiale, la Légion d'Orient prit part en septembre 1918 à la manœuvre alliée de rupture du front ottoman en Palestine, puis participa à la gigantesque œuvre humanitaire française de secours à la population civile soumise depuis 1914 à la famine. En dehors de l'aspect purement militaire, les officiers issus des Troupes spéciales vont aussi constituer une pépinière de cadres, dont plusieurs présideront aux destinées du jeune Etat indépendant. Le cas du général Fouad Chehab apparaît à ce titre emblématique. Elève-officier de la première promotion de l'école militaire de Damas en 1921, il épouse la fille d'un officier français en 1926, il sera le premier commandant de l'armée libanaise de 1945 à 1958, et *in fine* président de la République de 1958 à 1964.

L'évocation des campagnes alliées au Liban et en Syrie lors des deux conflits mondiaux rappelle qu'en dépit des progrès techniques et de leur application dans l'art de la guerre, certains caractères géographiques et physiques restent immuables. Le terrain si particulier du

sud Liban s'est imposé à tous les chefs militaires quelque soit l'époque. En 1941, la première ligne de défense du Levant français s'appuie sur la rivière Litani, frontière naturelle entre le Liban et la Palestine dont l'armée israélienne assurera le contrôle de 1975 à 1982. La « trouée de Metulla » constitue également un point clé du terrain qui commande l'accès de la plaine de Rayack et que tous les belligérants se disputeront. En juin 1941, le commandant des forces alliées y concentre son régiment blindé et l'Armée de Levant mènera une très violente contre-attaque. Les unités israéliennes s'engouffreront systématiquement par cette plaine propice aux unités blindés en 1982 et 2006. Ils ne pourront pas plus s'affranchir de la route côtière remontant vers Beyrouth. Il est intéressant de noter qu'en 1982, les Israéliens ont fait précéder l'opération « *Paix en Galilée* » d'une étude complète des problèmes rencontrés par les Britanniques, les Australiens et les Français libres au cours de la campagne de 1941.

Pour l'auteur, l'œuvre militaire de la France ne s'arrête pas en 1946, mais s'avère plus durable et profonde. Cette conclusion générale de l'ouvrage mérite d'être relativisée. Aujourd'hui, bien que des officiers libanais continuent à fréquenter les écoles militaires françaises, leur nombre s'est drastiquement réduit. Pour la seule année 1982, 120 sous-lieutenants libanais furent envoyés en France pour suivre leur formation dans les écoles d'application et de nombreux instructeurs français servaient alors dans les écoles libanaises. Après une période creuse liée à la présence syrienne, notamment entre 1990 et 2005, la coopération militaire est relancée. Bien que cet effort puisse paraître modeste au regard de l'histoire partagée entre les deux pays, une cinquantaine de stagiaires libanais suivent une formation dans les écoles des trois armées françaises chaque année. Sur la même période, des instructeurs français participent à 2 détachements d'instruction opérationnelle (DIO) dans les domaines montagne et déminage, et 1 détachement d'instruction technique (DIT) pour le suivi des 80 VAB en dotation. Deux officiers Français servent également au titre de la coopération militaire. Ils sont d'ailleurs les seuls officiers étrangers intégrés au sein des Forces armées libanaises (FAL). 25 ans après la parution de ce livre, la culture militaire française n'est plus aussi prégnante qu'au début des années 80. Aussi, cette conclusion générale de l'ouvrage « *L'Armée libanaise contemporaine n' reflète l'image de l'Armée française dans ce pays, attaché à la France par des liens implantés dans l'histoire et de plus en plus solides et fermes* » mérite d'être relativisée. Les officiers libanais attendent cependant toujours beaucoup de la France.

L'intérêt de l'ouvrage tient dans la page méconnue de l'histoire de l'Armée française qui propose au lecteur à un moment où la France compte encore un contingent de casques bleus au pays du Cèdre. Bien que le cadre juridique et le contexte historique soit très différents, il fournit aussi un exemple de l'engagement d'une armée occidentale dans la formation d'une armée nationale. Il est intéressant de noter l'importance . quand ce n'est la primauté des critères politiques et religieux dans la formation des unités. Dans l'entre-deux-guerres, le rayonnement de l'Armée française est à son comble. Plusieurs pays étrangers font appel à son expertise et à son matériel pour réorganiser leurs forces nationales (Tchécoslovaquie, Roumanie, Brésil). Son action au Levant s'inscrit dans la durée (1916-1946) sous l'égide de la Société des Nations. Depuis 2001, la France est engagée dans la formation et l'accompagnement au combat des unités de la jeune armée nationale afghane (ANA). Comme les troupes du Levant, ses contingents restent de valeur inégale. Les exactions commises par la Légion arménienne en 1925, comme la dilution de la « brigade Falloujah » constituée ad hoc pour la première bataille livrée dans la ville par l'Armée américaine en avril 2004, montrent les limites qui s'imposent dans l'emploi de telle troupes.

TROISIEME PARTIE HISTOIRE

La contre-guérilla en zone urbaine :

La bataille du renseignement à travers l'exemple de la bataille d'Alger.

CBA IANNI

Ce texte fut rédigé en 2008.

Au moment où l'armée de terre s'apprête à diffuser un manuel de contre-rébellion, traitant notamment des spécificités des engagements en zone urbaine, il semble intéressant de s'interroger sur la pertinence de certains modes d'action développés par l'armée française lors de la lutte contre l'appareil politico-militaire du FLN en 1957, à Alger.

Objet de nombreuses controverses, la recherche du renseignement fut un succès global en Algérie et mérite une attention particulière à l'heure où certaines armées occidentales



sont d'ores et déjà confrontées à ce type d'opérations, notamment en Moyen-Orient (Irak, Territoires Palestiniens).

Si l'usage de la torture, n'est pas imaginable, il reste néanmoins certain que les méthodes d'infiltration et de déstabilisation des réseaux adversaires, de collecte, de partage et de synthèse du renseignement mises en œuvre en Algérie pourraient nourrir une réflexion pratique qui

pourrait être développée dans l'avenir.

Rappel du contexte

Le 7 janvier 1957, après une vague d'attentats sanglants contre la population algéroise, le ministre résident, Robert Lacoste convoque le général Massu, commandant la 10^e division parachutiste, de retour de l'opération avortée sur le canal de Suez, et lui attribue tous les pouvoirs de police normalement impartis à l'autorité civile. Le général Massu est désormais détenteur de pouvoirs discrétionnaires dont le contrôle de la circulation des personnes et des biens, l'institution de zones réglementées et interdites, l'assignation à résidence, surveillée ou non, l'autorisation de perquisitions à domicile de jour comme de nuit. Les soldats français, parachutistes et zouaves pour l'essentiel, appuyés par les policiers et les gendarmes se lancent dans de nouvelles missions, très éloignées des modes d'action appliqués dans le reste du territoire contre la guérilla du FLN¹. Notons dès à présent que certains officiers seront, dès le début, extrêmement réticents face à cet engagement².

Le contrôle de la population d'Alger

Pour remplir cette mission, l'armée française établit un contrôle étroit de la population via le dispositif de protection urbaine (DPU), mis en place par un des adjoints de Massu, le lieutenant-colonel Trinquier.

1. FLN : Front de Libération Nationale.

2. Le colonel Godard, chef d'état-major de la 10^e DP, déclara au général Massu, dès le 7 janvier, « ce n'est pas une mission pour nous » et suivra de très loin la première bataille d'Alger. Il fut opposé à l'usage de sévices physiques et apporta un soutien sans faille aux activités du capitaine Sirvent commandant la compagnie de zouaves déployées dans la Casbah.

3. La bataille d'Alger, Jean Delmas, Editions Larousse, page 117.

Chaque maison est numérotée, une fiche est établie par maison, cette fiche précise le nombre et le nom des occupants, leur position (absent, présent). « Un responsable par maison doit tenir la fiche à jour et expliquer les absences. Les chefs de lots surveillent ce recensement permanent qui veut enserrer la population dans un gigantesque filet »³. Lorsqu'un habitant est absent ou qu'une personne n'habitait pas dans le lot est présente, le chef de lot doit en rendre compte aux autorités. Cette mesure visait à contrôler les mouvements de la population algéroise et à limiter les possibilités de hébergement et de déplacements des activistes du FLN. Dans la Casbah, la 10^e DP dispose d'une compagnie du 9^e régiment de zouaves, sous les ordres du capitaine Sirvent, algérois de naissance, parlant couramment l'arabe. « Ses hommes, en revanche, sont des appelés métropolitains, surtout des ruraux originaires des départements du Nord. Ils s'adaptent vite à la mission, déambulent dans la Casbah pour en découvrir les coins et les recoins, discutent avec les commerçants et les tenanciers de cafés maures, quand ils ne veillent pas aux chicanes ou n'assurent pas la protection des perquisitions effectuées par la PJ. Ils sont dotés de talkies-walkies les reliant à leur capitaine qui a organisé un efficace réseau radio depuis le palais Klein, sur le toit duquel il a installé un phare sur pivot qui permet de surveiller les terrasses »⁴.



Cette compagnie fournit aux unités d'intervention des renseignements d'ambiance et reste en mesure de « donner le pouls » de cette zone clé d'Alger.

L'ensemble de ces actions est coordonné lors de réunions quotidiennes tenues à la préfecture rassemblant les commandants d'unités, les commandants de secteurs et les responsables civils qui participent au maintien de l'ordre : les polices judiciaires et urbaines, les renseignements généraux et la DST. Le général Massu obtiendra aussi le détachement d'inspecteurs de police auprès des officiers renseignements des régiments.

Il propose de leur faire porter la tenue de combat, certains le feront.

Le capitaine Léger et la « bleuite »

Simultanément, le lieutenant-colonel Trinquier s'attache les services d'un jeune capitaine, anciens des services spéciaux, ayant servi en Indochine au sein des régiments parachutistes coloniaux, rompu aux techniques de subversion et de contreguérilla, le capitaine Paul-Alain Léger.

Celui-ci comprend rapidement que les exactions du FLN peuvent être utilisées pour retourner des personnes contre lui. « Parmi les hommes au nez coupé, aux lèvres coupées, parmi les veuves de ceux qui ont été égorgés, il y en a beaucoup qui brûlent de se venger »⁵. Léger va « travailler



» la population en exploitant au maximum les renseignements fournis, en privant l'adversaire de ses moyens d'information. Il va retourner contre le FLN ceux qui en ont été victimes, complices ou agents.

Il crée dans un premier temps le groupe renseignement exploitation (GRE) et s'installe dans la Casbah près du PC de Sirvent. Le GRE est composé de 5 personnes, renforcées rapidement par deux anciens membres du FLN (dont une ancienne activiste du FLN emprisonnée après avoir été dénoncée par son époux). Le GRE va remplir deux missions :

- Lutter contre les groupes qui imposent les règles du FLN à Alger (interdiction des jeux dans les cafés maures, interdiction de l'alcool et du tabac). « En juillet 1957, l'objectif était atteint. Les habitants de la Casbah fumaient, jouaient aux dominos, écoutaient la radio comme dans le passé »⁶,
- utiliser les transfuges pour identifier parmi la population, en surveillant les issues de la Casbah, les membres de l'appareil politico-militaire du FLN à Alger. Les hommes du GRE, cachés, rendaient compte aux zouaves du capitaine Sirvent qui intervenaient pour arrêter les rebelles ainsi démasqués.

Progressivement, le capitaine Léger, sous la direction du colonel Godard, va noyauter l'organisation de la zone autonome d'Alger (ZAA), nom donné à la structure politico-militaire du FLN dans la capitale, avec pour objectif de faire tomber le chef puis de la détruire pour mettre un terme aux attentats aveugles. Le 24 septembre 1957, l'arrestation de Yacef Saadi, chef des poseurs de bombe du FLN à Alger marque le succès total des méthodes du GRE et une victoire déterminante des militaires français dans leur lutte contre la guérilla urbaine.

Les actions du GRE vont également être conduites hors d'Alger. L'une d'entre elles mérite une attention particulière : la zone rebelle de la Wilaya III, en Kabylie, va être intoxiquée par ce qui est encore aujourd'hui appelé la « bleuite »⁷.

Les rebelles capturés, originaires de cette wilaya sont retournés, manipulés puis renvoyés dans leurs unités pour y collecter des renseignements. Léger parvient si bien à infiltrer la structure de commandement qu'il



dispose finalement d'un de ses hommes à la tête de la Wilaya III ! Pendant six mois, les officiers français contrôleront l'ensemble des activités du FLN à Alger. Les dirigeants rebelles se demanderont d'ailleurs à de nombreuses reprises pourquoi le nombre d'attentats et d'attaque était si faible.

A la fin de l'année 1958, Léger introduit un virus mortel, le virus de la « bleuite ». Il explique à d'authentiques maquisards à quel point les maquis sont infiltrés, use de pseudo-messages radio puis favorise ensuite l'évasion de ces

maquisards « intoxiqués ».

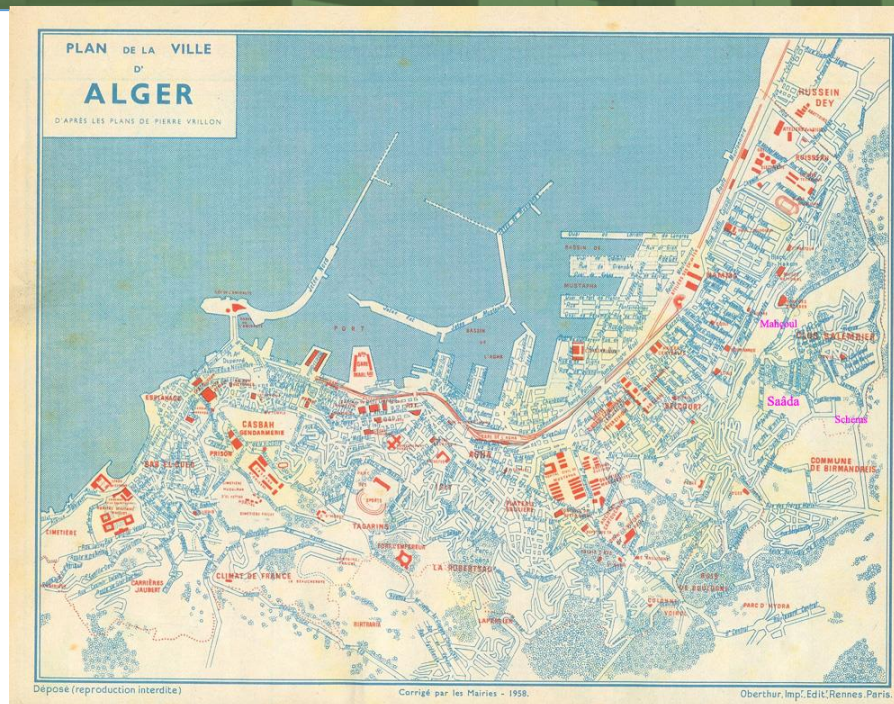
La manipulation sera renforcée par l'abandon de faux ordres de mission français sur des cadavres de vrais maquisards. Le chef de la Wilaya III, Amirouche, convaincu de l'existence de traîtres dans les rangs de sa Wilaya, va alors se lancer dans une purge aveugle qui aurait coûté plus de 2000 combattants au FLN.

4. Jean Delmas, *op. cit.*, pages 40-41.

5. *Alger . Été 1957, une victoire sur le terrorisme, général Maurice Schmitt, éditions L'armattan, page 64.*

6. *Général Maurice Schmitt, op. cit.*, page 65

7. Cette expression vient de l'uniforme porté par les hommes du GRE, des bleus de chauffe.



Enseignements

Même s'il convient de rester prudent et de ne pas chercher à calquer de façon mécanique ces modes d'action, plusieurs enseignements pourraient être utilisés lors de futures opérations de contre-rébellion en zone urbaine.

1. Le renseignement constitue la première exigence de ce type d'engagement. L'exemple de la bataille d'Algiers souligne l'impérieuse nécessité d'une coordination du renseignement (collecte, analyse, synthèse, diffusion) autour du commandant de l'opération, quelle que soit son origine (tactique, opérative ou stratégique). De plus, l'appui de spécialistes de lutte contre les crimes en zone urbaine (policiers, gendarmes) est indispensable pour organiser le quadrillage d'une zone urbaine, l'analyse du renseignement. Il existe aujourd'hui une réelle volonté de pallier cette difficulté, la création attendue d'une base de données centrale, l'organisation régulière de comité de renseignement de théâtre (CRT), la définition de mesures de déconflition par les G2X vont dans ce sens. Cependant, le respect d'une certaine étanchéité reste prégnant pour assurer la sécurité des opérations.

2. Le contrôle de la population, à l'image du DPU du lieutenant-colonel Trinquier, semble également indispensable. L'établissement de pièces d'identité peut permettre de recenser l'ensemble de la population et de contrôler les mouvements, l'objectif étant d'isoler les rebelles et terroristes, de les identifier puis de les neutraliser. Le recensement pourrait être effectué avec des prétextes variés (téléphone, vivres, internet...). L'action des opérations psychologiques (psyops) pourrait être déterminante. Néanmoins, une réflexion pourra être initiée sur les contraintes politiques et stratégiques qui pourraient peser sur la force engagée en contre-rébellion au regard du respect de certaines libertés fondamentales comme la libre circulation, la libre expression. Le poids et le rôle des médias ne peuvent également pas être occultés.

3. L'efficacité du GRE et des « bleus de chauffe » du capitaine Léger montre qu'il est possible de « retourner » des victimes de la rébellion et de les utiliser soit pour comprendre l'organisation des groupes rebelles, leurs motivations, leurs modes d'action, soit pour collecter du renseignement au sein de la population. La force pourrait utiliser ce type d'auxiliaires pour lancer des campagnes d'actions psychologiques répondant exactement aux messages des rebelles et aux attentes de la population locale. Les officiers « traitant » ce type de source devront avoir été formés en amont à ce type d'action. Afin d'éviter de potentielles dérives, ces manipulations ne pourront être mises en œuvre qu'au plus haut niveau (stratégique et opératif) et s'inscrire dans la durée en s'affranchissant des discontinuités créées par les relèves.

4. Enfin, l'emploi de groupes locaux, des unités constituées de forces locales pourrait être envisagé. Ils permettraient de franchir de barrière culturelle, linguistique et de voir des éléments « amis » immergés au sein des quartiers et de préparer un désengagement. A l'heure de l'exemple actuel des tribus sunnites, armées, rétribuées par l'armée américaine en Irak, le problème du contrôle de ces unités, de leur financement, de leur collusion éventuelle avec des groupes rebelles, de l'impact politique et stratégique de leurs actions devra être étudié avec une attention certaine. En amont de la crise ou de l'intervention, un travail d'identification des groupes, des leaders associés à de possibles coopérations ou aides ponctuelles pourront préparer l'engagement dans la zone urbaine. Pilotées par des spécialistes du renseignement, ces actions auraient trois formes : assistance et conseil (OMLT), soutien de maquis opposants (Alliance du Nord en Afghanistan), constitution de commandos de ralliés (Algérie avec le commando Georges).

Conclusion

Les enseignements qui peuvent être tirés de la bataille d'Alger peuvent donc nourrir une réflexion sur les particularités de la lutte contre une rébellion en zone urbaine.

Ces enseignements doivent être tempérés à l'heure de la permanence de la présence française dans la principale ville d'Algérie. Les réseaux de renseignements, la connaissance du milieu, l'hétérogénéité relative de la population locale (population d'origine européenne nombreuse) facilitaient l'action des forces françaises.

De telles opérations supposeraient donc aujourd'hui de bénéficier du temps nécessaire à l'obtention de résultats durables parfois opposés au besoin de résultats rapides induits dans les opérations actuelles.

Pourtant, est-il réellement possible de vaincre une guérilla urbaine et de stabiliser une grande agglomération en temps contraint ?



**QUATRIEME PARTIE
LE SIOUX VOUS CONSEILLE**

Le Liban :

<https://www.cairn.info/revue-vingtieme-siecle-revue-d-histoire-2014-4-page-15.htm>

<http://armeelibanaise.kazeo.com/histoire-militaire-de-l-armee-libanaise-de-1975-a-1990-a120406760>

http://www.bibliomonde.com/pages/fiche-livre.php3?id_ouvrage=5957&texte_aff=table